



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

QUINCAILLERIE GUY LEGO

39 Cours du Général de Gaulle
33340 Lesparre-Médoc

Références : 2025-194
Code AIOT : 0100016756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2025 dans l'établissement QUINCAILLERIE GUY LEGO implanté 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La première visite d'inspection a été réalisée le 24 mars 2023 suite à un signalement de l'OFB (Office Français de la Biodiversité) concernant une pollution importante du cours d'eau voisin par des hydrocarbures.

La visite d'inspection réactive du 25 mars 2024 a, quant à elle, été réalisée suite à la mise en place d'un barrage à hydrocarbures sur le cours d'eau. En effet, suite à l'inspection du 24 mars 2023 ayant donné lieu à un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales imposant un diagnostic environnemental, l'exploitant a fait intervenir une société spécialisée afin de réaliser ledit

diagnostic. Cette société spécialisée a alerté l'exploitant en lui indiquant que des hydrocarbures étaient détectés sur la parcelle voisine et qu'il convenait de mettre en place un barrage à hydrocarbures afin d'éviter toute pollution du cours d'eau.

La visite d'inspection du 17 février 2025 fait suite à ces deux inspections et la réception du diagnostic environnemental prescrit dans l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUINCAILLERIE GUY LEGO
- 39 Cours du Général de Gaulle 33340 Lesparre-Médoc
- Code AIOT : 0100016756
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un dépôt de carburants soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 1434 et 4734 de la nomenclature des installations classées depuis le 9 août 1994.

L'entreprise a été rachetée par Monsieur AUBIN, le 10 mai 2022.

L'installation est équipée de deux réservoirs contenant des hydrocarbures à savoir :

Réservoir 1 :

- Fioul : 20 m3

Réservoir 2 (cuve compartimentée en 3):

- GNR : 40 m3

- Fioul : 12 m3

- Fioul : 8 m3.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance des produits, étiquetage	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 3.3.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective	1 mois
3	Cas des stockages	Arrêté Ministériel du 19/12/2008,	Avec suites, Demande de justificatif à	Mise en demeure, respect de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	aériens de liquides inflammables	article I > 4.10.1. a)	l'exploitant	prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Décanteur, séparateur et obturateur	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Accès au site	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe, Point 3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I, Point 1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
9	Contrôle périodique rubrique 4734	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I point 1.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Contrôle périodique rubrique 1434	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I point 1.1.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Diagnostic environnemental	Arrêté Préfectoral du 05/05/2023, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Monsieur Le Préfet compte tenu de la persistance du non-respect de certaines dispositions réglementaires ainsi que l'absence, à ce stade, de contrôle périodique quinquennal en cours de validité.

En outre, un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spéciale est également proposé à Monsieur Le Préfet afin d'encadrer la dépollution du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article I > 3.3.
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits, étiquetage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 25 mars 2024</p> <p>Les réservoirs de carburants sont identifiés. Toutefois, ils ne sont toujours pas équipés des symboles de dangers conformément à la réglementation.</p> <p>Concernant le récipient de récupération des égouttures, celui-ci n'est pas toujours identifié et ne possède pas non plus les symboles de dangers requis.</p> <p>L'exploitant équipe les fûts, réservoirs et autres emballages des symboles de dangers requis et</p>

pour ce qui est du récipient de récupération des égouttures, il l'identifie.

Constat du 17 février 2025

L'exploitant s'est engagé, par courrier du 30 avril 2024, à faire fabriquer un réceptacle en acier avec un robinet, au plus tard, le 15 juin 2024.

Premier point

Les réservoirs de carburant sont équipés de deux symboles de dangers (liquide inflammable et dangereux pour l'environnement).

Néanmoins, d'après les éléments en notre possession ces marquages sont insuffisants. En effet, d'après les fiches de données de sécurité consultées, certains pictogrammes sont manquants.

Second point

Concernant le récipient de récupération des égouttures, celui-ci n'est toujours pas identifié et ne possède pas non plus les symboles de dangers requis (cf. photo).

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Point 1 : l'exploitant complète les marquages en fonction des données présentes sur les fiches de données de sécurité des produits stockés.

Point 2 : l'exploitant identifie le récipient de récupération des égouttures et les les symboles de danger adéquats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.9.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024

Prescription contrôlée :

Les consignes d'exploitation comprennent la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement. Sur demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 de la présente annexe est effectuée par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Ces mesures sont réalisées au frais de l'exploitant. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Constats :

Constat du 24 mars 2023

Les consignes d'exploitation affichées à l'entrée du site ne mentionnent pas la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.

L'exploitant intègre aux consignes d'exploitation, une mention précisant la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.

Constat du 25 mars 2024

Les consignes d'exploitation affichées à l'entrée du site ne mentionnent toujours pas la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de leur bon fonctionnement.

L'exploitant intègre aux consignes d'exploitation, une mention précisant la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de son bon fonctionnement.

Constat du 17 février 2025

L'exploitant s'est engagé, par courrier du 30 avril 2024, à modifier les consignes d'exploitation et mettre un registre hebdomadaire pour la vérification de l'état du séparateur ainsi que le contrôle de son bon fonctionnement, au plus tard, le 15 mai 2024.

Lors de la visite d'inspection inopinée du 17 février 2025, l'inspection a constaté que les consignes d'exploitation affichées à l'entrée du site ne mentionnent toujours pas la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de leur bon fonctionnement.

En outre, aucun registre n'a été mis en place et n'a pu être présenté à l'inspection des installations classées.

Ce point est intégré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intègre aux consignes d'exploitation, une mention précisant la surveillance régulière du décanteur-séparateur et le contrôle de son bon fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 4.10.1. a)
Thème(s) : Risques chroniques, Cas des stockages aériens de liquides inflammables
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage aérien de liquides inflammables susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à : - 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants ; - 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas ; - dans tous les cas, à 800 litres (au minimum), ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement.</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 24 mars 2023</p> <p>Les réservoirs de carburants sont équipés de rétention et les consignes pour la vidange de l'eau présente au sein des cuvettes de rétention sont affichées sur site (schéma vanne ouverte / fermée). En ce qui concerne la vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation, elles ne sont pas tracées.</p> <p>L'exploitant précise la périodicité de vérification de la capacité de rétention ainsi que celle du dispositif d'obturation et indique les mesures prises pour assurer le suivi de leurs vérifications.</p> <p>Constat du 25 mars 2024</p> <p>Les réservoirs de carburants sont équipés de rétention et les consignes pour la vidange de l'eau présente au sein des cuvettes de rétention sont affichées sur site (schéma vanne ouverte/fermée).</p>

En ce qui concerne la vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation, l'exploitant n'a pas fourni d'éléments indiquant qu'elles sont tracées.

L'exploitant précise la périodicité de vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation et indique les mesures prises pour assurer le suivi de leurs vérifications.

Constat du 17 février 2025

L'exploitant s'est engagé, par courrier du 30 avril 2024, à mettre en place un registre hebdomadaire pour la vérification de l'aspect des cuvettes de rétention et de la fermeture de leurs vannes d'obturation, au plus tard, le 15 mai 2024.

Néanmoins, lors de la visite d'inspection inopinée du 17 février 2025, l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir le registre en question.

Ce point est intégré à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise la périodicité de vérification de la capacité de rétention et du dispositif d'obturation et indique les mesures prises pour assurer le suivi de leurs vérifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Décanteur, séparateur et obturateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I > 5.10. a)

Thème(s) : Risques chroniques, Décanteur, séparateur et obturateur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024

Prescription contrôlée :

[...].

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. [...]. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une

société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

La société habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures [...].

Constats :

Constat du 25 mars 2024 :

L'exploitant a transmis, par mail du 5 avril 2024, un bordereau de suivi de déchets dangereux, de numéro BSD-20231212-ZAQFSDN1S.

Le bordereau du suivi de déchets indique qu'un mélange de déchets de séparateur, pour une quantité de zéro tonne, a été pris en charge, le 12 décembre 2023.

Toutefois, le bordereau ne permet pas de statuer sur la bonne vérification de l'obturateur.

L'exploitant transmet les éléments attestant du bon fonctionnement de l'obturateur et de sa vérification.

Constat du 17 février 2025 :

Documents consultés :

- facture, en date du 9 novembre 2023, de la société SARP SUD OUEST pour le curage du séparateur hydrocarbures,
- déclaration de performances et certificat de conformité du fabricant Techneau (déclaration 4-2015-1-b) pour le séparateur à hydrocarbures,
- facture, en date du 22 avril 2024, de la société VERDIER Thierry pour la reprise du système de traitement des hydrocarbures,
- rapport d'intervention, en date du 18 novembre 2022, de la société A.M.I. pour le curage du séparateur à hydrocarbures,
- rapport d'intervention, en date du 13 décembre 2023, de la société SARP Sud Ouest pour le curage du séparateur à hydrocarbures,
- rapport d'intervention, en date du 16 avril 2024, de la société SARP Sud Ouest pour le curage du séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les documents attestant de la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Toutefois, par courrier du 30 avril 2024, l'exploitant a indiqué qu'il s'était rapproché de la société réalisant le curage afin que soit mentionné, la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur avec une mise en application à partir du 15 juin 2024.

En outre, un nouveau séparateur à hydrocarbures a été mis en place, d'après la facture, en date du 22 avril 2024, de la société VERDIER Thierry.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet, lors du prochain curage du séparateur à hydrocarbures, les éléments attestant de la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>A défaut de la transmission de ces éléments, un projet d'arrêté préfectoral pourra être proposé à Monsieur Le Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe, Point 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 25 mars 2024 : L'accès au site par des véhicules est limité par un portail fermé avec un cadenas. Toutefois, l'accès au site par la parcelle voisine au site (parcelle 0020) est possible étant donné que la clôture du site est au sol.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de limiter l'accès libre aux installations de stockage, par des personnes étrangères à l'installation.</p> <p>Constat du 17 février 2025 : L'exploitant s'est engagé, par courrier du 30 avril 2024, à mettre en place ou à réparer la clôture</p>

<p>en grillage sur toute la zone accessible de la parcelle, au plus tard, le 1er juillet 2024.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 février 2025, l'accès par la parcelle voisine au site (parcelle 0020) est toujours possible, car la clôture du site est toujours au sol.</p> <p>Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Diagnostic environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2023, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic environnemental
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le diagnostic environnemental (sol et eaux), le schéma conceptuel ainsi que l'échéancier de remise du plan de gestion si les investigations environnementales mettent en évidence la nécessité d'engager des actions de dépollution au droit du site ou au niveau des milieux impactés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 25 mars 2024 :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec un prestataire pour réaliser les demandes de l'arrêté préfectoral susvisé. Lors de la visite d'inspection du 25 mars 2024, l'inspection a constaté la présence de piézomètres ainsi que la mise en place d'un barrage flottant.</p> <p>Toutefois, à ce jour, l'inspection des installations classées n'a reçu aucun document de la part de l'exploitant bien que les délais de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales soient échus.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui incombe de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales. En outre, compte tenu de la situation sur le terrain et des moyens mis en place, il est demandé à l'exploitant, au travers du prestataire retenu, d'accélérer les travaux en réponse à l'arrêté préfectoral et la fourniture des documents demandés.</p> <p>L'exploitant veille à proposer un plan d'action pour la gestion de cette pollution notamment le</p>

pompage et l'évacuation des hydrocarbures piégés au niveau du barrage, l'éventuel curage du fossé, ...

A défaut, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sur ces points.

Constat du 17 février 2025 :

Par mail du 13 août 2024, l'exploitant a transmis le rapport de diagnostic environnemental pour son dépôt d'hydrocarbures sur la commune de LEPARRE-MEDOC (33340).

Un projet d'arrêté préfectoral spécial, compte tenu des recommandations du diagnostic environnemental, est transmis à l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I, Point 1.4

Thème(s) : Risques chroniques, le plan des tuyauteries

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

[...]

- les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries ; pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ;[...].

Constats :

Constat du 25 mars 2024 :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le décanteur-déshuileur rejette dans un fossé qui est à l'extérieur du site.

L'exploitant a indiqué à l'inspection, par téléphone avant la visite d'inspection, que ce fossé est

alimenté par les eaux en provenance des voiries de la commune, par son propre décanteur-déshuileur et par les eaux de rejets en provenance de la station-service du supermarché voisin auquel appartient la parcelle 0020.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas été en mesure d'attester ou infirmer ces éléments faute de visibilité, car le fossé est peu accessible et le réseau alimentant le fossé est éventuellement souterrain.

L'exploitant, après consultation si nécessaire des services de la Mairie de la commune ou du propriétaire de la parcelle voisine (0020), transmet un plan ou un schéma précisant l'ensemble des tuyauteries de son site et les réseaux alimentant ledit fossé.

Outre les schémas, l'exploitant transmet également les éléments attestant la présence effective des tuyauteries externes menant au fossé (plan de la mairie ou autre source officielle, inspection de la canalisation...).

Constat du 17 février 2025 :

L'exploitant a transmis un plan des réseaux externes qui a été fourni par les services de la Mairie de Lesparre-Médoc.

Le plan indique que les eaux en provenance des voiries de la commune ne sont pas déversées dans le fossé dans lequel le séparateur à hydrocarbures de la société Quincaillerie LEGO effectue ses rejets après traitement.

A ce stade, d'après les éléments fournis, il apparaît que la pollution constatée sur site, dans le fossé et dans la parcelle voisine (0020) serait issue des activités de la société QUINCAILLERIE LEGO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cas où l'exploitant maintient que le fossé est alimenté par les eaux en provenance des voiries de la commune et par les eaux de rejets en provenance de la station-service du supermarché voisin auquel appartient la parcelle cadastrale 0020, il lui appartient de transmettre les éléments démontrant que le plan n'est pas représentatif de la réalité et le schéma/plan des réseaux à jour alimentant le fossé en question.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Sécurisation du piézomètre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 10/06/2024

Prescription contrôlée :

[...]

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

[...]

Constats :**Constat du 25 mars 2024 :**

Lors de la visite d'inspection du 25 mars 2024, l'inspection a constaté que les piézomètres installés étaient munis, d'une part, d'un bouchon en métal (extérieur) et, d'autre part, d'un bouchon en plastique à l'intérieur.

Cependant, le dispositif externe (bouche en métal) ne disposait pas de système de verrouillage et peut être manipulé et ouvert à la main sans aucun outil ou clef.

L'exploitant équipe les piézomètres d'un dispositif de sécurité (cadenas, système de verrouillage...).

Constat du 17 février 2025 :

L'exploitant s'est engagé, par courrier du 30 avril 2024, à mettre en place un système de verrouillage sur chaque piézomètre (cadenas à code), au plus tard, le 15 mai 2024.

Lors de la visite d'inspection du 17 février 2025, l'inspection a constaté que les piézomètres installés étaient munis, d'une part, d'un bouchon en métal (extérieur) et, d'autre part, d'un bouchon en plastique à l'intérieur.

Cependant, le dispositif externe (bouche en métal) ne dispose toujours pas de système de verrouillage et peut être manipulé et ouvert à la main sans aucun outil ou clef.

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant équipe les piézomètres d'un dispositif de sécurité (cadenas, système de verrouillage...).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Contrôle périodique rubrique 4734

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I point 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique 4734
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 22 décembre 2008 :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier.</p> <p>Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. Les dispositions du présent point 1.1.2 s'appliquent uniquement aux installations classées relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331 ou 4734.</p> <p>Article R512-57 du code de l'environnement :</p> <p>« I. La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4734, en date du 22 novembre 2019, de la société ASFONECO, • ordre de mission inspecteur, en date du 24 février 2025, de la société ASFO-Conseils. <p>D'après les informations transmises, le dernier contrôle périodique concernant la rubrique 4734 a été réalisé, le 27 septembre 2019, par la société ASFONECO. En outre, l'article R512-57 du code de l'environnement dispose que le contrôle périodique doit être réalisé tous les 5 ans.</p>

<p>Lors de la visite d'inspection du 17 février 2025, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter à l'inspection des installations classées, un rapport de contrôle périodique de moins de 5 ans.</p> <p>Par mail, du 24 février 2025, l'exploitant a transmis un ordre de mission de la société ASFO-Conseil précisant qu'un contrôle périodique sera réalisé, d'après la date de rendez-vous indiquée, le 8 avril 2025.</p> <p>Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède au contrôle périodique de son installation, pour la rubrique 4734, et transmet dès réception le rapport de contrôle de l'organisme agréé à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Contrôle périodique rubrique 1434

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article Annexe I point 1.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique 1434</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté ministériel du 19 décembre 2008 :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>Article R512-57 du code de l'environnement :</p> <p>« I. La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. [...].</p>
<p>Constats :</p>

Documents consultés :

- rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1434, en date du 22 novembre 2019, de la société ASFONECO,
- ordre de mission inspecteur, en date du 24 février 2025, de la société ASFO-Conseils.

D'après les informations transmises, le dernier contrôle périodique concernant la rubrique 1434 a été réalisé, le 27 septembre 2019, par la société ASFONECO. En outre, l'article R512-57 du code de l'environnement dispose que le contrôle périodique doit être réalisé tous les 5 ans.

Lors de la visite d'inspection du 17 février 2025, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter à l'inspection des installations classées, un rapport de contrôle périodique de moins de 5 ans.

Par mail, du 24 février 2025, l'exploitant a transmis un ordre de mission de la société ASFO-Conseil précisant qu'un contrôle périodique sera réalisé, d'après la date de rendez-vous indiquée, le 8 avril 2025.

Ce point est intégré au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède au contrôle périodique de son installation, pour la rubrique 1434, et transmet dès réception le rapport de contrôle de l'organisme agréé à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois